



GRANDLYON
communauté urbaine

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE LYON

ARRETE N° 2005-08-22-R-0207

commune(s) : Bron

objet : **Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente de locaux (lots n° 1241, 1151 et 1431) dépendant d'un immeuble en copropriété situé 7, rue Jules Védrines et appartenant à M. Nicolas Elias**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction du foncier et de l'immobilier - Service de l'action foncière et immobilière - Subdivision sud

n° provisoire 9214

Le président du conseil de la communauté urbaine de Lyon,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2122-22 -15°- ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en oeuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n° 87-557 du 17 juillet 1987 complétant la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en oeuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu le décret n° 87-284 du 22 avril 1987 modifiant le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 relatif au droit de préemption urbain ;

Vu la délibération n° 93-4839 du 20 décembre 1993 par laquelle le conseil de Communauté a institué un droit de préemption renforcé selon les dispositions de l'article L 211-4 du code de l'urbanisme sur la copropriété dénommée Le Terrailon à Bron ;

Vu la délibération n° 02-105 du 7 février 2002 du conseil municipal de Bron confirmant l'exercice du droit de préemption urbain renforcé sur le périmètre concerné par l'opération de renouvellement urbain du quartier Terrailon ;

Vu la délibération du conseil de Communauté n° 2003-1251 du 7 juillet 2003 par laquelle la communauté urbaine de Lyon s'engage à acquérir divers biens de la copropriété Terrailon pour un coût total prévisionnel de 1 500 000 € (un million cinq cent mille euros) subventionné à 50 % par l'Etat ;

Vu la délibération du conseil de Communauté n° 2004-1921 du 14 juin 2004 élargissant le périmètre concerné par l'opération de renouvellement urbain du quartier Terrailon ;

Vu la délibération n° 2005-2826 du 11 juillet 2005 approuvant le plan local d'urbanisme (PLU) et l'application du droit de préemption urbain aux zones classées en zone urbaine ou d'urbanisation future ;

Vu le PLU rendu public, opposable aux tiers à compter du 5 août 2005 ;

Vu la délibération n° 2005-2606 du 18 avril 2005 par laquelle le conseil de Communauté a donné délégation à son président pour accomplir certains actes, en particulier exercer le droit de préemption urbain sur les biens de nature immobilière mis en vente volontairement ou non ;

Vu l'arrêté n° 2005-06-17-R-0144 du 17 juin 2005 par lequel monsieur le président donne, à monsieur le vice-président Guy Barral, délégation de fonctions ;

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner souscrite par maître Arfi, représentant monsieur Nicolas Elias, reçue en mairie de Bron le 19 juillet 2005 et concernant la vente au prix de 40 000 € (quarante mille euros), dont 1300 € (mille trois cents euros) de mobilier, plus 5 000 € TTC (cinq mille euros toutes charges comprises) de commission d'agence -locaux cédés libres -, au profit des époux Tognet :

- d'un appartement de type T2 de 42,57 mètres carrés, situé au 4^e étage, représentant le lot n° 1241 de la copropriété ainsi que des 222/223 840 des parties communes générales attachés à ce lot,

- d'une cave au sous-sol du même bâtiment représentant le lot n° 1151 de la même copropriété ainsi que des 3/223 840 des parties communes générales attachés à ce lot,

- d'un parking situé au rez-de-chaussée représentant le lot n° 1431 de la copropriété ainsi que des 6/222 840 des parties communes générales attachés à ce lot,

le tout, situé 7, rue Jules Védrières à Bron, étant cadastré sous le numéro 831 et 1936 à 1941 de la section B ;

Considérant l'avis exprimé par monsieur le directeur des services fiscaux du Rhône ;

Considérant que la communauté urbaine de Lyon doit exercer son droit de préemption, conformément à l'un des objectifs de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme en vue de la mise en œuvre, dans le cadre du contrat de ville 2000-2006, du projet de renouvellement urbain sur le quartier du Terrailon à Bron, projet nécessitant une restructuration lourde de bâtiments composant la copropriété et qui a fait l'objet de validations lors du comité de pilotage du 29 octobre 2001, sur la base d'hypothèses d'évaluation de la copropriété Bron-Terrailon. Lesdits biens se situent dans un périmètre prioritaire de la politique de la ville classé en zone urbaine sensible (ZUS) ;

Sur proposition du directeur général de la communauté urbaine de Lyon ;

arrête

Article 1er - Pour les causes sus-énoncées, le droit de préemption dont dispose la communauté urbaine de Lyon est exercé à l'occasion de l'aliénation ayant fait l'objet de la déclaration précitée.

Article 2 - Le prix de 40 000 € (quarante mille euros), dont 1 300 € (mille trois cents euros) de mobilier, plus 5 000 € TTC (cinq mille euros toutes charges comprises) de commission d'agence -locaux cédés libres -, figurant dans cette déclaration d'intention d'aliéner, est accepté par la communauté urbaine de Lyon.

Cette acquisition par la communauté urbaine de Lyon est définitive à compter de la notification du présent arrêté. Elle sera régularisée, suivant les prescriptions de l'article L 213-14 du code de l'urbanisme, par un acte authentique qui sera dressé par maître Prohaszka, notaire associé à Villeurbanne (69100).

Article 3 - Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le tribunal administratif de Lyon d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

Article 4 - La dépense résultant de cette acquisition par la communauté urbaine de Lyon sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2005 - compte 213 200 - fonction 824 - opération 0827.

Article 5 - Le directeur général et le comptable du Trésor de la communauté urbaine de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté transmis au représentant de l'Etat.

Lyon, le 22 août 2005

Le président,

Le président, et par délégation,
le vice-président chargé de la
politique foncière,

Guy Barral.